

Ukraine : témoignage d'un journaliste américain contre son gouvernement au conseil de sécurité des Nations Unies



[Source : Le Saker Francophone]

[NDLR Le journaliste Max Blumenthal a été invité à s'exprimer par le représentant des Émirats Arabes Unis.([1] https://youtu.be/Ddc1ix_9MII)]

Par **Max Blumenthal** – Le 29 juin 2023 – Source The Grayzone

Je remercie Wyatt Reed, Alex Rubinstein et Anya Parampil de m'avoir aidé à préparer cette présentation. Wyatt a une expérience directe du sujet en tant que journaliste dont l'hôtel à Donetsk a été la cible d'un obusier de fabrication américaine par l'armée ukrainienne en octobre 2022. Il se trouvait à 100 mètres de là lorsque la frappe a eu lieu et a failli être tué.

Mon ami Randy Credico, militant des droits civiques, est également présent aujourd'hui. Il était à Donetsk plus récemment et a pu assister à des attaques régulières de missiles HIMARS par l'armée ukrainienne sur des cibles civiles.

Je suis ici non seulement en tant que journaliste ayant plus de 20 ans d'expérience dans la couverture de la politique et des conflits sur plusieurs continents, mais aussi en tant qu'Américain contraint par son propre gouvernement à financer une guerre par procuration qui est devenue une menace pour la stabilité régionale et internationale, au détriment du bien-être de mes compatriotes.

Le 28 juin dernier, alors que les équipes d'urgence s'efforçaient de nettoyer un nouveau déraillement de train toxique aux États-Unis, cette fois sur la rivière Montana, un accident qui mettait encore en lumière le sous-financement chronique des infrastructures de notre pays et les menaces qu'il fait peser sur notre santé, le Pentagone a annoncé son intention d'envoyer une aide militaire supplémentaire de 500 millions de dollars à l'Ukraine.

Cette annonce est intervenue alors que l'armée ukrainienne entame la troisième semaine d'une contre-offensive dont CNN dit qu'elle « ne répond pas

aux attentes » et dont Volodymyr Zelensky lui-même dit qu'elle « *progresses plus que lentement prévu* ».

L'armée ukrainienne n'ayant pas réussi à franchir la première ligne de défense russe, *CNN* a rapporté qu'au 12 juin, Kiev avait « *perdu* » 16 véhicules blindés de fabrication américaine envoyés dans le pays.

Qu'a fait le Pentagone ? Il a simplement répercuté cette facture sur les contribuables américains moyens comme moi, en nous faisant payer 325 millions de dollars supplémentaires pour remplacer le stock militaire gaspillé de l'Ukraine. Aucun effort n'a été fait pour consulter la position du public américain sur la question, et la grande majorité des Américains n'ont probablement même pas su que l'échange avait eu lieu.

La politique américaine que je viens de décrire – qui voit Washington donner la priorité au financement effréné d'une guerre par procuration avec une puissance nucléaire dans un pays étranger alors que notre propre infrastructure nationale s'effondre sous nos yeux – expose une dynamique inquiétante au cœur du conflit ukrainien : une chaîne de Ponzi internationale qui permet aux élites occidentales de s'emparer de la richesse durement gagnée des mains des citoyens américains moyens et de l'acheminer vers les coffres d'un gouvernement étranger que même l'organisation Transparency International, parrainée par l'Occident, classe parmi les plus corrompus d'Europe.

Le gouvernement américain n'a pas encore procédé à un audit officiel de ses financements en faveur de l'Ukraine. Le public américain n'a aucune idée de la destination de l'argent de ses impôts.

C'est pourquoi, cette semaine, *The Grayzone* a publié un audit indépendant de l'affectation de l'argent des contribuables américains à l'Ukraine au cours des exercices fiscaux 2022 et 2023. Notre enquête a été menée par Heather Kaiser, ancien officier du renseignement militaire et vétéran des guerres américaines en Afghanistan et en Irak.

Nous avons découvert un paiement de 4,48 millions de dollars de l'administration de la sécurité sociale américaine au gouvernement de Kiev.

Nous avons trouvé des paiements d'une valeur de 4,5 milliards de dollars effectués par l'Agence américaine pour le développement international pour rembourser la dette souveraine de l'Ukraine, dette en grande partie détenue par la société d'investissement mondiale BlackRock.

Ce montant représente à lui seul 30 dollars prélevés sur chaque citoyen américain, à une époque où 4 Américains sur 10 ne peuvent pas se permettre une dépense urgente de 400 dollars.

Nous avons découvert que l'argent des contribuables destiné à l'Ukraine alimentait les budgets d'une chaîne de télévision à Toronto, d'un groupe de réflexion pro-OTAN en Pologne et, croyez-le ou non, d'agriculteurs au Kenya.

Nous avons trouvé des dizaines de millions de dollars versés à des sociétés de capital-investissement, dont une en République de Géorgie, ainsi qu'un paiement d'un million de dollars à un entrepreneur privé à Kiev.

Notre audit a également révélé que le Pentagone avait conclu un contrat de 4,5 millions de dollars avec une société appelée « *Atlantic Diving Supply* » pour fournir à l'Ukraine des équipements explosifs non spécifiés. Il s'agit d'une société notoirement corrompue que Thom Tillis, le président de la commission des forces armées du Sénat, a déjà critiquée pour ses « *antécédents de fraude* ».

Pourtant, une fois de plus, le Congrès n'a pas veillé à ce que ces paiements douteux et ces contrats d'armement massifs fassent l'objet d'un suivi adéquat.

En fait, une grande partie de l'aide militaire et humanitaire envoyée à l'Ukraine s'est tout simplement volatilisée. L'année dernière, *CBS News* a cité le directeur d'une organisation à but non lucratif pro-Zelensky en Ukraine, qui a déclaré que seulement 30 % environ de l'aide parvenait aux lignes de front en Ukraine.

Le détournement de fonds et de fournitures est au moins aussi inquiétant que les conséquences potentielles du transfert et de la vente illicites d'armes de qualité militaire. En juin dernier, le chef d'Interpol avertissait que les transferts massifs d'armes vers l'Ukraine signifiaient que « *nous pouvons nous attendre à un afflux d'armes en Europe et au-delà* » et que « *les criminels s'y intéressent déjà en ce moment même* ».

En mai dernier, un groupe de néonazis russes anti-Kremlin, équipés de matériel fourni par le gouvernement ukrainien, a été salué par des politiciens occidentaux pour avoir mené des attaques terroristes sur le territoire russe en utilisant des Humvees de fabrication américaine. Bien que le groupe, appelé « *Corps des volontaires russes* », soit dirigé par un homme qui se fait appeler le « *Roi blanc* » et compte de nombreux admirateurs déclarés d'Adolf Hitler, l'armement occidental de cette milice contre les forces russes n'a suscité aucune protestation de la part du Congrès.

Et bien que l'administration Biden ait promis de surveiller les armes envoyées, un câble du département d'État divulgué en décembre dernier admettait que :

« *L'activité cinétique et les combats actifs entre les forces ukrainiennes et russes créent un environnement dans lequel les mesures de vérification standard sont parfois impraticables ou impossibles* ».

L'administration Biden sait non seulement qu'elle ne peut pas suivre les armes qu'elle expédie à l'Ukraine, mais elle sait aussi qu'elle intensifie une guerre par procuration contre la plus grande puissance nucléaire du monde

et qu'elle la met au défi de répondre en retour.

Nous savons qu'ils le savent parce qu'en 2014, le président Barack Obama a rejeté les demandes d'envoi d'armes offensives létales à Kiev parce que, comme l'a dit le *Wall Street Journal*, il était « *préoccupé depuis longtemps par le risque qu'armer l'Ukraine provoquerait Moscou dans une nouvelle escalade qui pourrait entraîner Washington dans une guerre par procuration* ».

Lorsque Donald Trump est entré en fonction en 2017, il a tenté de s'en tenir à la politique d'Obama, mais il a rapidement été qualifié de marionnette russe par les médias de Washington et le Parti démocrate pour avoir refusé d'envoyer des missiles Javelin de Raytheon à l'armée ukrainienne. La réticence de Trump à envoyer les missiles Javelin a servi de base à sa destitution. Sans surprise, il a cédé.

Alors que les armes offensives fabriquées aux États-Unis commençaient à atteindre les lignes de front du Donbass, l'Occident collectif a exploité les accords de Minsk pour « *donner à l'Ukraine le temps* » de s'armer, comme l'a révélé l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel.

En janvier 2022, les États-Unis ont annoncé un programme d'armement de 200 millions de dollars pour l'Ukraine. Le 18 février, les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe signalaient un doublement des violations du cessez-le-feu, les cartes de l'OSCE montrant que l'écrasante majorité des sites ciblés se trouvaient du côté de la population séparatiste pro-russe de Donetsk et de Lougansk. Cinq jours plus tard, la Russie envahissait l'Ukraine.

Depuis lors, les États-Unis et leurs alliés n'ont cessé de grimper sur l'échelle de l'escalade à chaque occasion.

« *Les choses que nous ne pouvions pas donner en janvier parce que cela risquait une escalade ont été données en février* », a commenté un ancien fonctionnaire du département d'État après une réunion avec ses homologues ukrainiens. « *Et ce que nous ne pouvions pas donner en février, nous l'avons fait en avril. C'est ce qui s'est passé, à commencer par les Stingers* » se référant aux missiles lancés depuis l'épaule.

Le président Joe Biden lui-même a déclaré en mars 2022 :

« *L'idée que nous allons envoyer des équipements offensifs, des avions et des chars... ne vous faites pas d'illusions, quoi que vous disiez tous, cela s'appelle la Troisième Guerre mondiale* ».

Un peu plus d'un an plus tard, Joe Biden a changé de discours, soutenant un projet de fourniture d'avions de chasse F-16 à l'Ukraine, et après avoir fait pression sur l'Allemagne pour qu'elle envoie les chars dont il craignait autrefois qu'ils ne provoquent la Troisième Guerre mondiale.

Il n'aura fallu que deux mois après avoir reçu les systèmes HIMARS des États-Unis pour que l'armée ukrainienne commence à cibler des infrastructures critiques, en les utilisant pour frapper le pont Antonovsky sur le fleuve Dniepr, puis, deux mois plus tard, lors d'une frappe test sur le barrage de Kakhovka « *pour voir si l'eau du Dniepr pouvait être suffisamment élevée pour empêcher les Russes de traverser* », comme l'a rapporté le *Washington Post*.

Il y a trois semaines, le barrage de Kakhovka a été détruit, déclenchant une catastrophe écologique majeure qui a entraîné des inondations massives et la contamination des réserves d'eau locales. L'Ukraine accuse bien sûr la Russie d'être responsable de cette attaque, mais n'a montré aucune preuve.

À peu près à la même époque, l'Ukraine accusait également sans fondement la Russie de préparer une provocation à la centrale nucléaire de Zaporizhzhia. Cela a déclenché une résolution des sénateurs Lindsey Graham et Richard Blumenthal (aucun lien de parenté avec moi) demandant à l'OTAN d'intervenir directement en Ukraine et d'attaquer la Russie si un tel incident se produisait.

L'initiative de Blumenthal et Graham a ainsi établi une ligne rouge de facto pour le déclenchement d'une action militaire américaine, à l'instar de celle fixée en Syrie qui, comme l'a fait remarquer un ancien diplomate américain au journaliste Charles Glass, « *était une invitation ouverte à un faux drapeau.* »

Assisterons-nous à une nouvelle tromperie comme à Douma, mais cette fois-ci à Zaporizhzhia ?

Pourquoi faisons-nous cela ? Pourquoi tentons-nous l'anéantissement nucléaire en inondant l'Ukraine d'armes de pointe et en sabotant les négociations à tout bout de champ ?

Des gens comme le sénateur Dick Durbin nous ont dit que l'Ukraine est « *littéralement en train de se battre pour la liberté et la démocratie* » et que nous devons donc lui fournir des armes « *aussi longtemps qu'il le faudra* », comme l'a dit le président Biden. Quiconque s'oppose à l'aide militaire à l'Ukraine s'oppose à la défense de la démocratie, selon cette logique.

Où est donc la démocratie dans la décision de Volodymyr Zelensky d'interdire les partis d'opposition, de criminaliser les médias de ses opposants politiques légitimes, d'emprisonner son principal rival politique, de protéger ses principaux députés, de faire des descentes dans les églises orthodoxes et d'arrêter des ecclésiastiques ?

Où est la démocratie dans l'emprisonnement par le gouvernement ukrainien de Gonzalo Lira, un citoyen américain, pour avoir remis en question le récit officiel de leur effort de guerre ?

Et où est la démocratie dans la récente décision de Zelensky de suspendre les

élections en 2024 au motif que la loi martiale a été déclarée ? Il semble que la démocratie ukrainienne soit aussi difficile à trouver ces jours-ci que le commandant en chef de l'armée, Valeriy Zaluzhny, qui a soudainement disparu.

Le sénateur Graham a proposé une justification beaucoup plus sombre – et tout à fait pertinente – pour fournir à l'Ukraine des milliards d'euros d'armes. Comme le sénateur s'en est vanté lors d'une récente visite avec Zelensky à Kiev, « *les Russes meurent... c'est le meilleur argent que nous ayons jamais dépensé* ».

Graham, rappelons-le, a également déclaré que nous, les États-Unis, devons mener cette guerre jusqu'au dernier Ukrainien. Bien que le nombre officiel de victimes soit strictement confidentiel, nous devons craindre que l'Ukraine ne soit en passe de réaliser les fantasmes macabres du sénateur.

Comme un soldat ukrainien s'en est plaint ce mois-ci à *Vice News*, nous ne savons pas quels sont les « *plans de Zelensky, mais cela ressemble à l'extermination de sa propre population – la population prête au combat et en âge de travailler. C'est tout* ».

En effet, les cimetières militaires en Ukraine s'étendent presque aussi rapidement que les McMansions de Virginie du Nord et les propriétés en bord de mer des cadres de Lockheed Martin, Raytheon et autres entrepreneurs du Beltway qui bénéficient du deuxième plus haut niveau de dépenses militaires depuis la Seconde Guerre mondiale.

Ce sont les vrais gagnants de la guerre par procuration en Ukraine. Pas les Ukrainiens ou les Américains moyens. Ni les Russes, ni même les Européens de l'Ouest.

Les gagnants sont des gens comme le secrétaire d'État Tony Blinken, qui a passé son temps entre les administrations Obama et Biden à lancer une société de conseil appelée WestExec advisors, qui a obtenu des contrats gouvernementaux lucratifs pour des sociétés de renseignement et l'industrie de l'armement. Parmi les anciens partenaires de Blinken au sein de WestExec advisors, on trouve la directrice du renseignement national Avril Haines, le directeur adjoint de la CIA David Cohen, l'ancienne attachée de presse de la Maison Blanche Jen Psaki et près d'une douzaine de membres actuels et anciens de l'équipe de sécurité nationale de Biden.

Le secrétaire à la défense Lloyd Austin, quant à lui, est un ancien et peut-être futur membre du conseil d'administration de Raytheon et un ancien associé de la société d'investissement Pine Island Capital qui collabore avec WestExec et que Blinken a conseillée.

Par ailleurs, l'actuelle ambassadrice des États-Unis auprès des Nations unies, Linda Thomas Greenfield, figure sur la liste des conseillers principaux de l'Albright Stonebridge Group, une société qui se décrit elle-même comme une « *entreprise commerciale de diplomatie* » qui négocie également des contrats pour le secteur du renseignement et l'industrie de l'armement.

Ce cabinet a été fondé par feu Madeleine Albright, qui a tristement déclaré que la mort d'un demi-million d'enfants irakiens sous le régime des sanctions américaines « *en valait la peine* ».

Ainsi, tandis que des Ukrainiens d'âge moyen sont arrachés à la rue par la police militaire et envoyés au front, les architectes de cette guerre par procuration, liés financièrement et politiquement, prévoient de passer par la porte tournante pour engranger des profits inimaginables une fois leur mandat au sein de l'administration Biden terminé.

Pour eux, un règlement négocié de ce différend territorial signifie la fin de la vache à lait que représente l'aide américaine à l'Ukraine, qui s'élève aujourd'hui à près de 150 milliards de dollars. [*sans compter l'argent européen, NdT*]

Lorsque les États-Unis, membre permanent de ce Conseil, sont tombés sous la coupe d'un gouvernement qui cherche à perpétuer une guerre par procuration « *aussi longtemps qu'il le faudra* », qui considère que la diplomatie est synonyme de mesures coercitives unilatérales pour « *réduire le rouble en miettes* », comme Biden s'est engagé à le faire, et dont les dirigeants subvertissent les négociations afin de rechercher le profit tout en refusant d'informer correctement leurs propres citoyens de ce qu'ils paient, et qui pousse les fils et les frères de ses supposés partenaires ukrainiens sur un champ de bataille afin de matraquer un rival géopolitique ; lorsque Zelensky et des membres du Congrès américain appellent à des frappes préventives sur la Russie qui contreviennent à l'esprit de l'article 51 de la charte des Nations unies, ce Conseil doit prendre des mesures pour faire respecter cette charte.

Les articles 33 à 38 du chapitre VI de cette charte indiquent clairement que le Conseil de sécurité doit user de son autorité pour garantir un règlement pacifique des différends, en particulier lorsqu'ils menacent la sécurité internationale. Cela ne devrait pas s'appliquer uniquement à la Russie et à l'Ukraine. Ce Conseil a l'obligation de surveiller et de restreindre strictement les États-Unis et la formation militaire illégale connue sous le nom d'OTAN.

Je vous remercie de votre attention.

Max Blumenthal

Traduit par Wayan, relu par Hervé, pour le Saker Francophone.